

Actifs pour vous.

**«ASSOCIATION INTERMEDIAIRE DU PAYS  
MELLOIS »**

***48 Rue du Tapis Vert***

**79500 MELLE**

## **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**Exercice : 31 DECEMBRE 2023**

**Christophe CHAUMONOT – Julien DROCHON**  
Experts comptables – Commissaires aux comptes

**BCA CONSEIL EXPERT**  
SAS au capital de 200 000 € - RCS NIORT 392 285 565



1 rue Frida Kahlo – 79000 NIORT – Tél : 05 49 77 17 37  
2 espace des Chênes Verts – Saint-Martin-Lès-Melle - 79500 MELLE – Tél : 05 49 29 11 01  
38 rue des Sables – 85140 ESSARTS EN BOCAGE – Tél : 02 44 51 03 47  
[www.conseilbca.fr](http://www.conseilbca.fr) – [contact@conseilbca.fr](mailto:contact@conseilbca.fr)  
Retrouvez-nous sur Facebook & LinkedIn



## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2023*

Aux Adhérents,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AIPM relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association AIPM à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Dans le cadre de nos contrôles nous avons vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices et validé les assertions d'exhaustivité et de réalité sur les postes du bilan et du compte de résultat.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et le rapport d'activité, et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association AIPM à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NIORT, le 14 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

**BCA CONSEIL EXPERT**

représenté par Christophe CHAUMONOT



# BILAN



Exercice Du 01/01/2023

Au 31/12/2023

ACTIF	Exercice : 2 023				12 Mois		Exerc. : 2 022		12 Mois	
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	% ACTIF			NET	% ACTIF		
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>										
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 369	7 190	179				1 305			
Frais d'établissement										
Frais de recherche et développement										
Donations temporaires d'usufruit										
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	7 369	7 190	179				1 305			
Droits et valeurs similaires										
Autres										
Immobilisations incorporelles en cours										
Avances et acomptes										
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	305 003	216 944	88 059	20			113 246	24		
Terrains	4 000		4 000				4 000			
Constructions	128 470	80 480	47 990				53 997			
Instal. techniques, mat. et out. ind.	33 964	29 952	4 012				4 611			
Autres immobilisations corporelles	138 569	106 512	32 057				50 638			
Immobilisations corporelles en cours										
Avances et acomptes										
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés										
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 500		8 500	2			8 000	2		
Participations	500		500							
Créances rattachées à des participations										
Autres titres immobilisés										
Prêts										
Autres	8 000		8 000				8 000			
<b>TOTAL I</b>	<b>320 872</b>	<b>224 134</b>	<b>96 738</b>	<b>22</b>			<b>122 551</b>	<b>26</b>		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>										
STOCKS ET EN-COURS										
Matières premières et approvisionnements										
En-cours de productions										
Produits intermédiaires et finis										
Marchandises										
AVANCES ET ACOMPTES VERSES / COMMANDES										
CREANCES	142 623		142 623	32			183 534	39		
Créances clients, usagers et comptes rattachés	110 341		110 341				125 089			
Créances reçues par legs ou donations										
Autres	32 282		32 282				58 445			
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS										
INSTRUMENTS DE TRESORERIE										
DISPONIBILITES	203 614		203 614	45			160 877	34		
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 767		5 767	1			4 417	1		
<b>TOTAL II</b>	<b>352 003</b>		<b>352 003</b>	<b>78</b>			<b>348 828</b>	<b>74</b>		
Frais d'émission des emprunts	III									
Primes de remboursement des emprunts	IV									
Ecarts de conversion Actif	V									
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>672 875</b>	<b>224 134</b>	<b>448 741</b>	<b>100</b>			<b>471 379</b>	<b>100</b>		

# BILAN



Exercice Du 01/01/2023

Au 31/12/2023

PASSIF	Exercice : 2022		Exercice : 2022	
	Durée: 12 Mois	PASSIF	Durée: 12 Mois	PASSIF
<b>FONDS PROPRES</b>				
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	40 015	9	40 015	8
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	40 015		40 015	
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE				
Fonds statutaires				
Fonds propres complémentaires				
ECARTS DE REEVALUATION				
RESERVES	189 245	42	189 245	40
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres	189 245		189 245	
REPORT A NOUVEAU	17 877	4	164 902	35
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	26 129	6	- 147 026	-31
<b>SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)</b>	<b>273 265</b>	<b>100</b>	<b>247 136</b>	<b>100</b>
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES				
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	13 171	3	19 666	4
PROVISIONS REGLEMENTEES				
<b>TOTAL I</b>	<b>286 437</b>	<b>64</b>	<b>266 802</b>	<b>57</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS OU DONATIONS				
FONDS DEDIES				
<b>TOTAL II</b>				
<b>PROVISIONS</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES				
PROVISIONS POUR CHARGES	3 613	1	2 018	
<b>TOTAL III</b>	<b>3 613</b>	<b>1</b>	<b>2 018</b>	
<b>DETTES</b>				
EMPRUNTS OBLIGATOIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)				
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	70 136	16	84 741	18
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES				
AVANCES, ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS				
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	23 488	5	29 382	6
DETTES DES LEGS OU DONATIONS				6
DETTE FISCALES ET SOCIALES	65 067	15	68 559	15
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES				
AUTRES DETTES			1 960	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			17 917	4
<b>TOTAL IV</b>	<b>158 691</b>	<b>35</b>	<b>202 559</b>	<b>43</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION PASSIF</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>448 741</b>		<b>471 379</b>	<b>100</b>

# COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2023

Au 31/12/2023

RUBRIQUES	Exerc.: 2 023	Exerc.: 2 022
	12 mois	12 mois
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION :</b>		
Cotisations		
Ventes de marchandises		
<i>dont vente de dons en nature</i>		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	230 698	146 281
Ventes de prestations de service	676 079	658 718
<i>dont parrainages</i>		
Ventes de services annexes	338	340
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	370 520	361 708
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 128	7 225
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	467	184
<b>TOTAL I</b>	<b>1 288 229</b>	<b>1 174 456</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION :</b>		
Achat de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	12 690	2 630
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	166 091	221 408
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	39 801	42 452
Salaires et traitements	881 560	874 698
Charges sociales	174 117	156 926
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 012	31 597
Dotations aux provisions	1 595	2 093
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	4 746	1 530
<b>TOTAL II</b>	<b>1 309 611</b>	<b>1 333 335</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-21 382</b>	<b>- 158 880</b>

# COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2023

Au 31/12/2023

RUBRIQUES	Exerc.: 2 023 12 mois	Exerc.: 2 022 12 mois
<b>PRODUITS FINANCIERS :</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	548	203
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>548</b>	<b>203</b>
<b>CHARGES FINANCIERES :</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 272	1 356
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 272</b>	<b>1 356</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>- 724</b>	<b>-1 153</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS ( I-II +III -IV)</b>	<b>-22 106</b>	<b>- 160 032</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS :</b>		
Sur opérations de gestion	42 240	12 773
Sur opérations en capital	6 494	6 659
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>48 735</b>	<b>19 432</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES :</b>		
Sur opérations de gestion	500	6 425
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>500</b>	<b>6 425</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>48 235</b>	<b>13 007</b>
Participations des Salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>1 337 512</b>	<b>1 194 091</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 311 383</b>	<b>1 341 116</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>26 129</b>	<b>- 147 026</b>
<b>PRODUITS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à dispositions gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## **I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE**

- Objet social : l'association intervient pour aider les demandeurs d'emploi dans la recherche d'un travail
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées : l'activité est exercée dans le périmètre du pays mellois.
- Moyens mis en œuvre : l'association facilite les contacts avec d'éventuels employeurs à la recherche de main d'œuvre. Elle assure la gestion de chantiers d'insertion relatifs à l'entretien paysager et rurale. Elle intervient auprès des organismes et administrations concernant le suivi, le soutien et la formation des demandeurs d'emploi. Elle propose en collaboration avec d'autres partenaires de l'action sociale des activités complémentaires ayant pour but de faciliter une meilleure réinsertion des demandeurs d'emploi. Elle suscite la mise en place d'initiatives nouvelles afin de permettre la création d'emploi. Elle incite tous les acteurs de la vie économique : demandeurs d'emploi, particuliers, collectivités locales, associations, artisans, commerçants, agriculteurs à être des « acteurs » de la réinsertion des demandeurs d'emploi.

## **II. FAITS MARQUANTS ET SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

L'association présente les caractéristiques suivantes :

Total du Bilan :	448 741 €
Chiffre d'affaires :	907 115 €
Résultat :	26 129 €

L'exercice couvre la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes :

### **Activité**

1. Chantiers d'Insertion :
  - Forte augmentation de l'activité et du nombre de clients
  - Développement du marché vers les particuliers et réalisation de chantiers plus courts mais plus nombreux, démarrage de partenariats nouveaux avec plusieurs communes et la communauté de commune de Mellois en Poitou.
2. Mise à disposition :
  - Forte baisse de l'activité et du nombre d'heures facturées par rapport à 2022 et 2021. Résultats très en deçà de l'objectif
  - Arrêt de l'activité ETTI réalisée au travers de la structure EIPI
  - Arrivée d'une nouvelle structure de l'insertion (ETTI) sur le territoire de Mellois en Poitou

### **Organisation :**

- Réorganisation des fonctions administratives et de mises à disposition pour permettre la suppression d'un poste et le renforcement de la fonction de développement commercial
- Réaffectation des ressources pour renforcer le soutien au développement commercial et au suivi des opérations (devis, suivi clients, plannings...) sur l'activité Chantier et alléger la charge de l'activité MAD

### **Autres :**

- Réception du solde de la subvention FDI consolidation obtenue pour la période 2022/2023
- Réduction des retards de paiement
- Report d'investissements (remplacement camion et de certains matériels)
- Réalisation d'un DLA ayant abouti à une proposition de refonte des statuts pour 2024 et à des pistes de développement pour les années à venir.



### **III. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Art. 833-2 règlement comptable ANC n° 2014-03

#### **A. Principes généraux**

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence et conformément aux dispositions du Code de Commerce, du décret du 26 décembre 2016, et du plan comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux associations concernées à compter du 1er janvier 2020.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance de l'exercice ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Changement de réglementation comptable  
Mention de l'impact du changement de réglementation déterminé à l'ouverture en précisant les postes concernés ;

La méthode de base, retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

#### **B. Mode et Méthode d'évaluation**

##### **1. Immobilisations corporelles**

Le Règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et publié au JO du 28 décembre 2016. A ce titre, si un ou plusieurs éléments constitutifs d'un actif ont chacun des utilisations différentes ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Sur ces bases, une analyse des éléments constitutifs des biens immobilisés a été menée. Ce travail a amené à constater que les immobilisations corporelles détenues par l'entreprise ne pourraient pas être décomposées, soit du fait de leur caractère d'immobilisations complexes spécialisées correspondant à des éléments qui, bien que séparables par nature, sont techniquement liées par leur fonctionnement, soit par le caractère non significatif des composants identifiés.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées généralement admises suivant les durées habituelles admises par la profession.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Constructions sur sol d'autrui	10-20-25 ans
- A.A.I. des constructions sur sol d'autrui	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels	5 à 10 ans
- Agencement de matériel	5 à 10 ans
- AAI divers	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 - 5 ans
- Matériel de bureau informatique	3 et 5 ans
- Mobilier de bureau	5 et 10 ans

## 2. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement et autres immobilisations incorporelles

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est, le cas échéant, constituée pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

## 3. Créances et Dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provisions, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

## 4. Information sur le résultat : changement de méthode

L'association a décidé de comptabiliser :

- La subvention FDI attribuée pour faire face à la restructuration en produit exceptionnel en 2023 pour 17 917€. En 2022, elle avait été comptabilisée en subvention d'exploitation pour 3 583€.
- Le petit matériel en immobilisation supérieur à 200€.

## IV. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES ET INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

### A. Information sur les fonds propres

Art. 431-5 règlement comptable ANC n°2018-06

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droits de reprise	40 015				40 015
Fonds propres avec droits de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0		0	0	0
Réserves	189 245				189 245
Report à nouveau	164 902	-147 026			17 877
Excédent ou déficit de l'exercice	-147 026	147 026	26 129	0	26 129
Situation nette	247 136		26 129	0	273 266
Fonds propres consommables	0		0	0	0
Subventions d'investissement nettes	19 666			6 494	13 170
Provisions réglementées	2 018		1 595		3 613
<b>TOTAL</b>	<b>268 820</b>		<b>27 724</b>	<b>6 495</b>	<b>290 049</b>

### B. Tableau des subventions

Art. 431-6 règlement comptable ANC n°2018-06

	A NOUVEAU	ATTRIBUTION	UTILISATION	SOLDE
<b>Subventions d'exploitation</b>				
Département Accompagnement Insertion		49 600	49 600	
DREETS aides aux postes		273 759	273 759	
Communauté de communes pays mellois		47 180	47 180	
Département FDI ponctuel		17 917	17 917	
<b>TOTAL</b>		<b>388 456</b>	<b>388 456</b>	



### C. Information sur les subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde la clôture de l'exercice
Subventions d'investissements	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Total Montant nominal	30136			30136
TOTAL quotes-parts virées au résultat	10471	6595		16965

### D. Provisions inscrites au bilan

Objet de la provision	Dépréciation des Titres	Dépréciation des stocks	Dépréciation des comptes clients	Pour litiges	
Argumentation de la provision			Fonction des risques de non recouvrement		
Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023					
Début			2 093		
Dotations					
Reprises			2 093		
Fin			-		
Exercice 01/01/2022 au 31/12/2022				5 799	
Début			2 093		
Dotations					
Reprises				3 771	
Fin			2 093	2 018	
Exercice 01/01/2021 au 31/12/2021					
Début				4 480	
Dotations			2 093	1309	
Reprises					
Fin			2 093	5 789	

### E. Actif immobilisé et amortissements

#### 1. Immobilisations

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	7 369	0	0	7 369
Immobilisations Corporelles	306 997	2 699	4 692	305 004
Immobilisations Financières	8 000	500	0	8 500
TOTAUX	322 367	3 199	4 692	320 873

#### 2. Amortissements

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
----------------	-------	--------------	------------	-----





Immobilisations Incorporelles	6 065	1 125	0	7 190
Immobilisations Corporelles	193 751	27 886	4 692	216 945
<b>TOTAUX</b>	<b>199 816</b>	<b>29 012</b>	<b>4 692</b>	<b>224 135</b>

## **F. Echéances des créances et des dettes**

### **1. Créances**

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 000		8 000
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux et litigieux	746	746	
Autres créances clients	109 596	109 596	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	656	656	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 311	2 311	
Etat – Divers	29 315	29 315	
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>5 767</b>	<b>5 767</b>	
<b>TOTAUX</b>	<b>156 390</b>	<b>148 390</b>	<b>8 000</b>



## 2. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles				
Autres emprunts obligatoires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an l'origine	70 136	14 297	44 025	11 814
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	23 488	23 488		
Personnel et comptes rattachés	27 321	27 321		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	37 390	37 390		
Etat – Impôts sur les bénéfices				
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				
Etat – Obligations cautionnées				
Etat – Autres impôts, taxes et assimilés	355	355		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>				
<b>TOTAUX</b>	<b>158 691</b>	<b>102 851</b>	<b>44 025</b>	<b>11 814</b>

## G. Comptes de régularisation Actif et Passif

### 1. Les charges à payer inscrites dans les comptes de passif sont composées de :

- Les emprunts et dettes financières	40 €
- Fournisseurs : factures non parvenues	4 160 €
- Clients : Avoirs à établir :	0 €
- Les dettes fiscales et sociales	35 135 €

### 2. Les produits à recevoir inscrits dans les comptes d'actif sont composés de :

- Clients : factures à établir	0 €
- Fournisseurs : Avoirs à recevoir	0 €
- Les créances fiscales et sociales	0 €
- Autres créances	0 €

### 3. Les charges constatées d'avance s'élèvent à 5 767 €.

Elles sont principalement constituées des loyers, assurances, publicités, abonnements versés d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en charges au cours de l'exercice suivant.



## H. Effectif moyen

L'effectif moyen au cours de l'exercice a été de 36.71 personnes et se décompose de la manière suivante :

- Ingénieurs et cadres	1
- Agents de maîtrise	0
- Employés, ouvriers et techniciens	35.71
- Apprentis	0

## I. Ventilation du chiffre d'affaires

	31/12/2023
Mise à disposition	676 417
Chantier insertion	230 698
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>907 115</b>

## J. Nature des produits exceptionnels et charges exceptionnelles

	31/12/2023
Produits exceptionnels de gestion	42 240
Produits exceptionnels en capital	6 494
Reprise sur provisions et transferts de charges	0
<b>Totaux</b>	<b>48 735</b>
Charges exceptionnelles de gestion	500
Charges exceptionnelles en capital	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0
<b>Totaux</b>	<b>500</b>

## Détail des charges et produits exceptionnels

Détail produits et charges exceptionnels	Montant Charges	Montant Produits
Subvention AI 2022 non reçu	500	
Subvention FDI consolidation		17 917
Ecart provisions antérieures		432
Modulation subventions 2022		12 612
Complément subvention révisée 2022		4 668
Solde compte Formation antérieur		4 625
Solde comptes clients antérieur		26
Solde indemnités journalières antérieures		1 960

## V. Informations relatives aux engagements et autres informations

### A. Dettes garanties par sûretés réelles

- Hypothèque	Néant
- Nantissement (gage)	Néant

**B. Engagements financiers**

- Avals, cautions et garanties Néant
- Autres engagements reçus Néant

**C. Garanties d'actif ou de passif**

Néant

**D. Clauses de retour à meilleures fortunes**

Néant

**E. Créances cédées non échues (dont les effets de commerce escomptés non échus)**

Néant

**F. Engagement Retraite**

L'indemnité de fin de carrière est de 3 613 €.

Modalité de calcul des engagements en matière de retraite :

- Convention collective Chantier d'insertion
- Taux d'actualisation 2,00 %

**G. Etat des filiales et participations**

Nom	N°SIREN	Adresse	% de détention	Dernier exercice clos	Résultat
GIE GREEN	533388062	1 RUE DE FOURGERES 17100 SAINTES	3.70%		

**H. Honoraires de commissariat aux comptes**

Les honoraires de commissariat aux comptes relatifs à l'exercice 2023 sont évalués à 7 099€.